



Les dessous de la révolution des roses

Première partie. La Géorgie, révolution, crise et enjeux géopolitiques

Par [Robin Marty](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2015

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire, société et culture](#)

Le 7 août 2008, la deuxième guerre d'Ossétie du Sud fut déclenchée. Les troupes russes entrèrent sur le territoire géorgien, ce que les médias occidentaux, fiers de leur inculture sur le plan international, qualifièrent de violation du droit international. Certaines administrations européennes et américaines se dirent surprises par le déclenchement de ce conflit, pourtant, celui-ci était largement prévisible. Depuis la révolution des roses de 2003, les tensions entre le gouvernement géorgien et les régions autonomes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie n'ont cessé de s'accroître. Le changement de régime politique de 2003 y est pour beaucoup.

La Géorgie est au centre d'un véritable échiquier politique où s'affrontent les plus grandes nations mondiales. Il n'est pas surprenant de constater que le Caucase est une région très riche en matières premières et se démarque en étant le lien géographique entre l'Europe, la Caspienne et l'Asie centrale.

Nous connaissons tous l'issue de la chute de l'URSS. De nombreux États satellites font sécession pour retrouver leur indépendance nationale. La Géorgie n'échappe pas à la règle. Dès 1992, un certain Édouard Chevarnadze, ancien ministre des Affaires étrangères sous l'URSS, prend le pouvoir, et ce pour plus de dix ans. Il faut mentionner que contrairement aux États d'Asie centrale ou le Belarus, la Géorgie n'est pas un nouvel État. Son histoire est riche en péripéties. La Géorgie fut un des premiers pays à adopter la religion catholique comme religion officielle au IV^e siècle. Annexée par la Russie impériale au XIX^e siècle, elle retrouve un pan d'indépendance en 1918 avant d'être de nouveau incorporé à l'Union soviétique et ce jusqu'en 1991. Édouard Chevarnadze va donc diriger le pays pendant plus de onze années jusqu'à cette révolution des roses de 2003. Initialement, le mouvement contestataire prend racine après une nouvelle victoire électorale de président sortant en 2003. Ils estiment que des fraudes avérées furent constatées pendant l'élection, ce qui rend illégitime la réélection de Chevarnadze. Le 2 novembre 2003, l'opposant politique du président sortant, Mikheil Saakachvili, annonce sa victoire. Il est aussitôt soutenu par les autres partis d'opposition ainsi que par les médias et gouvernements occidentaux. Le mouvement des roses prend de plus en plus d'ampleur jusqu'au 22 novembre, où les manifestants interrompent l'assemblée parlementaire tenue par le président Chevarnadze. Ce dernier tente de mettre le pays en état d'urgence, mais l'armée géorgienne refuse de le suivre. Le lendemain, ce dernier démissionne, et Saakachvili remporte les nouvelles élections organisées du 4 janvier 2004.(1)

La question légitime qu'on peut se poser est la suivante : est-ce que ce mouvement protestataire est un authentique soulèvement d'une population opprimée ? Par le passé,

nous avons pu constater que des mouvements contestataires furent organisés dans un but précis, créer un climat d'insécurité et déstabiliser un pouvoir en place. Nous pouvons prendre de nombreux cas en exemple, la révolution orange en Ukraine et des tulipes au Kirghizistan en 2005, la guerre en Bosnie-Herzégovine ou encore plus récemment en Libye et en Syrie. Qu'en est-il pour la Géorgie ?

Les premières escarmouches commencent en 1999, lorsque les dirigeants décident de fermer quatre bases russes. Ce choix délibéré suit les faveurs de Washington. On peut dire que les États-Unis poursuivent leur politique de *containment*, également appelé politique d'endiguement qui avait pour objectif de réduire la zone d'influence de l'URSS. Cette politique étrangère est aujourd'hui appelée *rollback* et elle a un but identique, réduire ou plutôt empêcher la Russie d'étendre sa zone d'influence, notamment sur les anciens États satellites.(2) La Géorgie semble de plus en plus avoir choisi son camp. En 1999, Chevarnadze refuse à Boris Heltsine, encore président de la Russie, le droit d'attaquer la Tchétchénie depuis son sol; en 2001, après les attentats du 11 septembre, il proposait à l'administration Bush de se servir de la Géorgie comme base militaire. Quelles sont les raisons, par conséquent, de sa chute ? Et bien ce sont celles qui ont été évoquées. Corruption et mauvaise conjoncture économique. Sa position étant de plus en plus fragilisée, critiquée par sa population, il décide de changer son fusil d'épaule en tentant un rapprochement avec l'inteligenia russe. Son gouvernement décide de rompre ses liens avec certaines sociétés américaines, ce qui on s'en doute ne plaît pas du tout à Washington qui envoie une délégation pour s'entretenir avec le président géorgien.(3) D'après *The Guardian*, ces visites ont pour objectif d'intimider Chevarnadze. L'ambassadeur américain à Tbilissi déclarera au *Washington Post* que les États-Unis veulent voir un gouvernement plus fort.(4)

Mikhaïl Saakachvili est un très jeune politicien, il a 35 ans et sort diplômé de l'Université Columbia à New York. Il retourne en Géorgie au début des années 2000 dans le parti de Chevarnadze pour devenir ministre de la Justice. Cependant, en 2002, il est contraint de démissionner et crée son propre parti d'opposition, le mouvement national uni. Il est rapidement soutenu par l'administration américaine qui voit en lui le parfait remplaçant de Chevarnadze. Jusqu'alors rien d'anormal, les États-Unis ont pris pour habitude de soutenir dans plusieurs pays où ils ont des intérêts géostratégiques un opposant au pouvoir en place, car celui-ci serait plus accommodant. Chaque grande puissance agit ainsi en fonction de ses intérêts, la Russie avec les ex-États soviétiques, la France avec ses ex-colonies africaines, la Grande-Bretagne avec les membres du Commonwealth ou encore la Chine et l'Inde en Asie du sud est.

Le départ de la contestation en Géorgie, c'est évidemment novembre 2003 avec les élections législatives. La victoire de Chevarnadze est contestée, des irrégularités furent trouvées et les sondages ne correspondent pas aux résultats du vote. Pourtant, une seule question mériterait d'être posée, et elle ne l'a pas été au moment des faits. Qui est-ce qui a dévoilé ces irrégularités ? Quel organisme a fait ces sondages ? Et bien il s'agit du *National Democratic Institute*, organisme non gouvernemental américain, appartenant au *National Endowment Democracy*, organisme dirigé par l'ancienne secrétaire d'État américaine sous l'administration Clinton, Madeleine Albright. Ce qui pourrait remettre en doute ces possibles irrégularités. Mais l'élément perturbateur fut évidemment les mouvements contestataires. Édouard Chevarnadze déclarait à des médias russes de l'époque que des associations étrangères s'étaient introduites dans les groupes de manifestants.(5) Un homme est ciblé, le milliardaire Georges Soros, qui a déjà financé lors de la révolution orange en Ukraine de

2005 le parti de Youlia Tymochenko. Ainsi, une partie des manifestants aurait été formée pour créer un climat d'insécurité. Chevarnadze accusera Soros et le *National Democratic Institute* d'avoir formé une rébellion. On retrouve une certaine dichotomie dans la façon de faire avec la « révolution de velours » de Yougoslavie qui avait précédé la chute de Milosevic. La suite, nous la connaissons, Saakachvili remporte les élections de janvier 2004 et sera réélu en 2007.(6)

Dès son arrivée au pouvoir, le discours de Saakachvili crée des tensions vis-à-vis des États de facto que sont l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Le leader géorgien souhaite reprendre le contrôle notamment de l'Ossétie du Sud, dont la région est contrôlée à 85% par la capitale régionale, Tskhinvali. Cela déplaît fortement à la Russie qui veut protéger ses minorités russophones. Les tensions sont de plus en plus vives entre la république autonome d'Ossétie du Sud et la Géorgie. Saakachvili va accentuer le rapprochement avec les États-Unis en assurant au président américain Georges W. Bush de sa volonté de faire entrer la Géorgie dans l'OTAN, de mettre en place un partenariat privilégié avec les États-Unis et de se rapprocher de l'Europe.

Saakachvili est tout aussi virulent vis-à-vis de l'Abkhazie. En mai 2008, des journalistes s'inquiétaient des tensions acerbes entre les deux belligérants. L'Abkhazie, contrairement à l'Ossétie du Sud, ne souhaite pas être annexée par la Russie. Bien qu'elle entretienne d'excellentes relations avec elle, son objectif est de devenir indépendante. Cependant, elle dépend énormément de la Russie et du propre aveu de politiciens abkhazes, l'Abkhazie est actuellement un « protectorat russe ». Saakachvili, qui commence à être critiqué par la population géorgienne pour ses mesures d'austérité et liberticide (mais toujours présenté comme un démocrate par les médias occidentaux), envoie des militaires à la frontière abkhaze.(7) La Géorgie accuse la Russie de tenter une annexion rampante (ce qui est peut-être vrai) et tente de légitimer de ce fait une augmentation des contingents militaires en Abkhazie. La réaction de la Russie est immédiate et renforce sa puissance militaire le long de la frontière géorgienne. Depuis maintenant plusieurs années, le gouvernement de Saakachvili se croit peut-être intouchable. Soutenu par l'OTAN, l'Union européenne et les États-Unis, financé et armé par ce dernier, ce pays du Caucase veut devenir une nouvelle force dans la région. Depuis 2006, la Russie impose un embargo sur la Géorgie, notamment sur des produits alimentaires tels que le vin et l'eau et se refuse le droit de fournir des visas aux ressortissants géorgiens. De plus, le Kosovo a déclaré son indépendance et fut reconnu par l'OTAN, qui en plus de négociations avec la Géorgie a engagé des pourparlers avec l'Ukraine. La Russie semble de plus en plus dos au mur face à l'agressivité (rampante elle aussi) de l'OTAN. La Russie en retour, menace de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud, de l'Abkhazie et du Haut-Karabagh (autre État de facto au sein de l'Azerbaïdjan dont la population est majoritairement arménienne). Un des journalistes russes proches du Kremlin déclara: « Je vois des menaces et des défis colossaux. J'ai le sentiment que la Russie doit se préparer à la guerre et ne pas rester là. Ils [les Américains] veulent nous détruire... Si nous nous préparons correctement pour la guerre, alors peut-être qu'elle n'aura pas lieu... Mais si nous nous préparons mal, il est certain qu'elle aura lieu. ».

Et pourtant, le conflit éclata en Ossétie du Sud et non en Abkhazie. Pourquoi ? Recentrons-nous et revenons en février 2008, lorsque les États-Unis veulent accélérer l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN. Le président russe Vladimir Poutine « a laissé entendre de façon très claire que si l'Ukraine était tout de même admise à l'OTAN, cet état cesserait tout simplement d'exister. Il a, de fait, menacé la Crimée et l'est de l'Ukraine d'adhésion par la Russie » au journal *RIA Novosti*. Certains experts pensent que cette guerre était un test de

l'armée américaine pour estimer quelle pouvait être la réaction, militaire ou non, de la Russie.(8) Le journal français *Le Canard Enchaîné* a déclaré avoir les preuves que des militaires américains étaient en Ossétie du Sud dès le départ du conflit. Nous y reviendrons. Si tel était le cas, le test fut réussi pour la Russie, qui bomba le torse face à l'hégémon américain.

La première guerre d'Ossétie en 1991 avait laissé des traces puisque la Russie avait installé suite au conflit quatre bases militaires sur le territoire géorgien afin de déployer des troupes de maintien de la paix. La réalité est, que la Russie est elle aussi, un des éléments perturbateurs de la région sur les deux dernières décennies, au même titre que l'OTAN et les États-Unis. En invoquant le désir de protéger sa diaspora russophone, elle arma les opposants de Tbilissi ce qui contribua à la dégradation des relations diplomatiques entre les différentes régions concernées.(9)

En février 2008, Saakachvili se rend à Moscou avec la ferme intention de renouer avec un dialogue constructif avec le président Poutine. Le président géorgien, réélu par une faible avance, sait que son avenir en tant que président est précaire s'il n'arrive pas à reconquérir l'électorat russophile. Cependant, la Russie estime qu'une réconciliation est impossible sans un retrait de la candidature de la Géorgie pour devenir membre permanent de l'OTAN. Proposition rejetée par Saakachvili qui de toute façon ne peut pas se dérober de l'influence de Washington.(10) Après le conflit de 1991, une « Joint Control Commission » avait été créée avec la Russie en tant qu'arbitre entre Géorgie et Ossétie. Le 5 mars 2008, la Géorgie se retire de cette commission de médiation, ce qui se répercute le lendemain par la levée de toutes les sanctions de la CÉI (Communauté des États indépendants) à l'encontre de l'Abkhazie. Des armes et des troupes, comme nous l'avons vu précédemment, seront acheminées vers l'Abkhazie.(11) Le 16 avril, Poutine durcissait encore plus le ton en annonçant implicitement reconnaître l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud comme des partenaires indépendants. Il accuse également la Géorgie d'abriter et de financer les combattants tchéchènes depuis plusieurs années. La Russie est en conflit armé avec la Tchétchénie depuis plus de vingt ans. Le 20, un drone géorgien est abattu au-dessus de l'Abkhazie.(12) L'Union européenne début juin condamne avec une certaine précaution la Russie de refuser des visas russes aux ressortissants géorgiens. Ce que l'Union Européenne ne savait pas, ou faisait mine de ne rien savoir, c'est que des manœuvres militaires étaient prévus début juillet impliquant l'armée géorgienne et américaine autour des villes de Poti et Vaziani. Les Russes, eux, se préparaient à une éventuelle intervention militaire en concentrant troupes et chars à l'embouchure du tunnel de Roki, à la frontière russo-ossète. Nous rappelons également que des troupes étaient stationnées à la frontière abkhaze. Saakachvili en visite à Washington quelques semaines plus tôt, plaisantaient sur le manque de réaction des Russes. Sans doute que fin août, il riait jaune.

à suivre

Robin Marty

Notes :

(1) Jean Radvanyi et Philippe Rekacewicz, « Conflits caucasiens et bras de fer américain », Monde diplomatique, octobre 2000

(2) Labarique, Paul. « Les dessous du coup d'État en Géorgie », Réseau Voltaire, 7 janvier 2004.

(3) « Crise géorgienne : l'ami américain n'est plus ce qu'il était », AFP, 22 novembre 2003.

(4) « It looks disturbingly like a coup », The Guardian, 25 novembre 2003.

(5) Traynor, Ian. « The people smoke out the grey fox », The Guardian, 24 novembre 2003.

(6) « L'ex-président Chevardnadzé dénonce le rôle des Américains dans sa chute », AFP, 1er décembre 2003.

(7) « Praise, Scorn For Accusations Against Georgia President », Radio Free Europe Liberty, 26 septembre 2007.

(8) Volkov, Vladimir. « La Russie et la Géorgie au bord du conflit armé au sujet de l'Abkhazie », Mondialisation.ca, 15 mai 2008.

(9) Adrie, Bruno. « Retour sur la Géorgie », Mondialisation.ca, 1er décembre 2008.

(10) Nilsson, Niklas, « Tbilissi withdraws from the joint control commission ; proposes new format for south Ossetia », Central Asia-Caucasus Analyst, 19 March 2008

(11) Cornell, Svante E., Popkanevski, Johanna, Nilsson, Niklas, « Russia's War in Georgia : Causes and Implications for Georgia and the World », Policy Paper, August 2008, Central Asia-Caucasus Institute, Silk Road Studies Program, Washington.

(12) Nodé-Langlois, Fabrice, « Drone abattu, tensions entre Russie et Géorgie », www.lefigaro.fr , 22 avril 2008.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Robin Marty](http://www.mondialisation.ca), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : [Robin Marty](http://www.mondialisation.ca)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

